

Madame, Monsieur,

L'élection présidentielle du 6 mai est un moment historique pour notre pays, pour tous les Français, pour tous nos compatriotes établis hors de France et, tout particulièrement, pour les Français établis en Israël.

Lors du premier tour, votre engagement en faveur de Nicolas Sarkozy s'est manifesté de façon très nette. Les électeurs inscrits en Israël se sont en effet prononcés à plus de 80% pour le président de la République. Nous tenons à vous remercier et à saluer cet enthousiasme, qui traduit la confiance que vous placez en Nicolas Sarkozy.

Toutefois, lors de ce premier tour, la participation en Israël était faible, avec un taux d'abstention de près de 85%. Nous sommes pleinement conscients des difficultés matérielles ou administratives qui ont pu empêcher certains d'entre vous de se rendre aux urnes. Mais nous ne devons pas oublier que la participation au scrutin sera capitale, en Israël comme dans le reste du monde : le 6 mai, chaque voix comptera. Nous souhaitons donc vous appeler à une mobilisation massive pour soutenir Nicolas Sarkozy dimanche prochain.

Cette élection présidentielle n'est pas anodine. Elle implique un choix historique, tout particulièrement en ce qui concerne la relation entre la France et Israël. Nicolas Sarkozy n'a jamais mesuré l'affection qu'il porte à la démocratie israélienne. Ses déplacements dans ce pays qu'il aime et qu'il chérit comptent parmi les plus importantes visites de sa présidence. Nicolas Sarkozy n'a jamais ménagé le soutien de la France à la sécurité d'Israël, notamment en prenant l'initiative de mesures extrêmement fermes vis-à-vis de l'Iran, qui constitue une menace pour la population et l'intégrité territoriale d'Israël.

La force de cet engagement s'est aussi manifestée par l'implication continue de Nicolas Sarkozy en vue d'obtenir la libération de Gilad Shalit, en lien avec le Gouvernement israélien. Le président de la République n'a jamais dévié de ses positions fermes, claires et courageuses : il a toujours réaffirmé avec constance sa volonté de renforcer les liens politiques, économiques, culturels et humains qui unissent les deux pays.

Aux côtés du président de la République, le Parlement a également accompli un travail considérable en faveur des relations franco-israéliennes. Nous avons ainsi regroupé 140 députés et sénateurs, qui n'ont pas hésité à intervenir dans le débat sur la reconnaissance internationale de l'Autorité palestinienne pour s'opposer à sa participation aux instances de l'ONU, afin qu'aucune initiative précipitée ne vienne réduire à néant les efforts pour construire la paix.

Ce combat pour la justice, la paix et la sécurité d'Israël, Nicolas Sarkozy l'a mené dans des conditions difficiles, face à une opposition animée par des préoccupations politiciennes et alors que les médias français sont souvent hâtifs dans leurs analyses au sujet du Moyen-Orient.

L'adversaire de Nicolas Sarkozy au 2ème tour de l'élection présidentielle n'a pas la même solidité. Faut-il rappeler qu'il n'a jamais condamné les propos de ses camarades socialistes, en particulier ceux du député PS Jean Glavany, qualifiant

Israël d'Etat « pratiquant l'apartheid » ? Cette attitude est d'autant plus injustifiable que le Parti socialiste et ses dirigeants n'ont jamais interrompu leurs échanges avec des organisations palestiniennes appelant ouvertement à la destruction de l'Etat d'Israël. Par ailleurs, François Hollande a fait le choix de faire intervenir parmi ses soutiens, lors d'un meeting à Paris, le 18 mars dernier, Stéphane Hessel, qui est l'un des principaux promoteurs des campagnes de boycott contre Israël en France.

Comme une grande partie de l'extrême-gauche française, M. Mélenchon, allié de François Hollande, n'a jamais eu de mots assez durs à l'égard d'Israël. Quant à Eva Joly, autre alliée du candidat socialiste, elle est allée jusqu'à qualifier, le 9 avril dernier, Gaza de « camp de concentration à ciel ouvert ». C'est dire combien le danger est grand de voir cette coalition, rassemblant des éléments issus de la gauche la plus violemment hostile à Israël, chercher à modifier notre politique vis-à-vis d'un partenaire aussi important pour la France.

Dans ces conditions, vous mesurez l'importance de votre vote et de votre mobilisation. Alors que nous nous trouvons face à un choix historique, notre devoir est de redoubler d'énergie pour renforcer l'amitié entre la France et Israël. Aujourd'hui plus que jamais, aux côtés de Nicolas Sarkozy, nous avons besoin de vous. Nicolas Sarkozy a besoin de vous pour construire ensemble une France forte ! Ne laissons pas la gauche abimer la relation entre la France et Israël. Nous comptons sur votre mobilisation massive dimanche 6 mai.

Nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, à l'expression de nos sentiments fidèles et amicaux.

Jean-François Copé, Ancien ministre, député, Secrétaire général de l'UMP

Claude Goasguen, Ancien ministre, député, président du groupe d'amitié France-Israël à l'Assemblée nationale

Eric Raoult, Ancien ministre, député, président de l'Association des élus amis d'Israël (ADELMAD)